

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 29 mai 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités d'attribution de la prime de production aux agents de la Monnaie Royale de Belgique", a donné le 22 avril 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 mei 1997 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de toekenningsmodaliteiten van de productiepremie aan de personeelsleden van de Koninklijke Munt van België", heeft op 22 april 1998 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Préambule

La disposition précise de la loi du 4 avril 1995 qui constitue le fondement légal du texte en projet est l'article 60, alinéa 2. Il est dès lors suggéré d'ajouter les mots "alinéa 2" à la fin de l'alinéa 1er du préambule.

Dispositif

Article 1er

C'est l'article 27bis de l'arrêté royal du 5 août 1992 portant règlement organique de la Monnaie royale de Belgique qui détermine les catégories de membres du personnel de la Monnaie royale de Belgique, à savoir :

- 1° des fonctionnaires de l'Administration de la trésorerie mis à disposition de la Monnaie royale de Belgique;
- 2° des fonctionnaires nommés dans les limites du cadre organique de la Monnaie royale de Belgique;
- 3° des membres du personnel engagés sous contrat, conformément à l'article 4 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

.../...

Pour éviter toute hésitation quant au champ d'application du texte en projet à l'égard de ces trois catégories d'agents, il est proposé de rédiger comme suit l'article 1er, alinéa 1er, du projet :

"Article 1er Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel visé à l'article 27bis de l'arrêté royal du 5 août 1992 portant règlement organique de la Monnaie royale de Belgique, qui ont été en service à la Monnaie royale de Belgique durant l'année de référence.".

Article 2

1. La division en paragraphes de cette disposition ne se justifie pas.

2. De l'accord du fonctionnaire délégué, il est suggéré de rédiger comme suit le paragraphe 1er, qui deviendrait l'alinéa 1er :

"Art. 2 Il est accordé annuellement aux agents visés à l'article 1er, une prime de production dont le montant est déterminé de la manière suivante, en fonction du résultat d'exploitation des activités commerciales :

1° lorsque le résultat d'exploitation est supérieur à trois millions et demi et inférieur ou égal à dix millions, le montant est de vingt-quatre mille francs;

.../...

- 2° lorsque le résultat d'exploitation est supérieur à dix millions et inférieur ou égal à vingt millions, le montant est de trente-six mille francs;
- 3° lorsque le résultat d'exploitation est supérieur à vingt millions et inférieur ou égal à trente millions, le montant est de septante-deux mille francs;
- 4° lorsque le résultat d'exploitation est supérieur à trente millions, le montant est de nonante-six mille francs."

3. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il est proposé d'écrire "sur la base du".

4. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il est proposé de remplacer les mots "durant le mois" par les mots "au cours du mois".

Article 3

A l'alinéa 2, il convient de remplacer le pronom "Ils" par les mots "Ces montants".

Article 4

1. La division en paragraphes de cette disposition ne se justifie pas.

.../...

2. Il convient, dans les deux premiers alinéas, de veiller à utiliser la terminologie exacte des différentes absences, telle qu'elle résulte des différents textes applicables aux agents concernés, par exemple, "interruption de la carrière professionnelle" (1), "congé politique d'office" (2) et, en ce qui concerne le personnel contractuel, "congé pour raisons impérieuses" (3).

3. Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4 Le membre du personnel visé à l'article 27bis, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 5 août 1992 portant règlement organique de la Monnaie royale de Belgique, est exclu du bénéfice de la prime de production visée à l'article 2, alinéa 1er, pour la période de l'année de référence au cours de laquelle :

1° il n'a pas encore pris ou a déjà cessé ses fonctions;

(1) Voir l'article 102, 11°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères.

(2) Voir l'article 2, 3°, de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics.

(3) Voir l'article 30bis de la loi du 3 juillet 1978 et l'arrêté royal du 11 octobre 1991 déterminant les modalités de l'exercice du droit à un congé pour raisons impérieuses.

- 2° il est en congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales;
- 3° il est absent ... (la suite comme au projet);
- 4° il est en interruption de la carrière professionnelle ... (la suite comme au projet);
- 5° il est absent plus de quinze jours ouvrables, consécutifs ou non, pour cause de maladie ou d'infirmité, à l'exception de l'absence résultant d'une maladie professionnelle, d'un accident de travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail;
- 6° il fait usage du droit au départ anticipé à mi-temps ou ... (la suite comme au projet);
- 7° il est en congé :
 - ...
 - e) pour l'accomplissement de certaines prestations militaires en temps de paix, ainsi que de services dans la protection civile ou de tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;
- 8° il est en non-activité;
- 9° il est en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ou pour convenance personnelle;

.../...

10° il est mis en congé politique facultatif ou d'office pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.".

4. Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le membre du personnel visé à l'article 27bis, 3°, de l'arrêté royal du 5 août 1992 portant règlement organique de la Monnaie royale de Belgique, est exclu du bénéfice de la prime de production visée à l'article 2, alinéa 1er, pour la période de l'année de référence au cours de laquelle :

- 1° il n'a pas encore pris ou a déjà cessé ses fonctions;
- 2° il est absent plus de quinze jours ouvrables, consécutifs ou non, par suite de maladie ou d'accident, à l'exception de l'absence résultant d'une maladie professionnelle, d'un accident de travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail;
- 3° il est absent pour des raisons impérieuses;
- 4° l'exécution de son contrat de travail a été suspendue, sans maintien de sa rémunération, à l'exception de l'absence pour maladie ou du congé de maternité;
- 5° il est mis en congé politique facultatif ou d'office pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.".

.../...

De l'accord du fonctionnaire délégué, le paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, sera rédigé comme suit :

"Le montant de la prime de production visé à l'article 2, alinéa 1er, est calculé de la manière suivante :

- 1° les jours ouvrables compris dans les périodes visées à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2 sont totalisés;
- 2° le nombre de jours ouvrables de l'année de référence est diminué du total visé au 1°;
- 3° le montant de la prime de production est multiplié par le résultat visé au 2° et divisé par le nombre de jours ouvrables de l'année de référence.".

Observations finales

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations formulées dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

De exacte bepaling van de wet van 4 april 1995 die de rechtsgrond vormt van de ontworpen tekst is artikel 60, tweede lid. Er wordt derhalve voorgesteld de woorden "tweede lid" toe te voegen aan het slot van het eerste lid van de aanhef.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Artikel 27bis van het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 houdende organiek reglement van de Koninklijke Munt van België stelt de categorieën vast van personeelsleden van de Koninklijke Munt van België, namelijk :

- 1° de ambtenaren van de Administratie der thesaurie, ter beschikking gesteld van de Koninklijke Munt van België;
- 2° de ambtenaren benoemd binnen de grenzen van de personeelsformatie van de Koninklijke Munt van België;
- 3° de personeelsleden die aangeworven worden op contract, overeenkomstig artikel 4 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

.../...

Teneinde elke twijfel omtrent de werkingssfeer van de ontworpen tekst ten aanzien van de drie categorieën van personeelsleden weg te nemen, wordt voorgesteld artikel 1, eerste lid, van het ontwerp als volgt te stellen :

"Artikel 1 Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden genoemd in artikel 27bis van het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 houdende organiek reglement van de Koninklijke Munt van België, die gedurende het referentiejaar in dienst zijn geweest bij de Koninklijke Munt van België."

Artikel 2

1. Er is geen reden om deze bepaling in paragrafen in te delen.

2. De gemachtigde ambtenaar stemt in met het voorstel om paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te stellen :

"Art. 2 Jaarlijks wordt aan de in artikel 1 genoemde personeelsleden een productiepremie toegekend, waarvan het bedrag naar gelang van het resultaat van de exploitatie van de commerciële activiteiten als volgt wordt bepaald :

1° wanneer het resultaat van de exploitatie hoger is dan drie en een half miljoen en lager dan of gelijk aan

.../...

tien miljoen, bedraagt de productiepremie vierentwintigduizend frank;

- 2° wanneer het resultaat van de exploitatie hoger is dan tien miljoen en lager dan of gelijk aan twintig miljoen, bedraagt de productiepremie zesendertigduizend frank;
- 3° wanneer het resultaat van de exploitatie hoger is dan twintig miljoen en lager dan of gelijk aan dertig miljoen, bedraagt de productiepremie tweeënzeventigduizend frank;
- 4° wanneer het resultaat van de exploitatie hoger is dan dertig miljoen, bedraagt de productiepremie zesennegentigduizend frank."

3. In de Franse tekst van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men "sur la base du" in plaats van "sur base du".

4. In verband met paragraaf 3, die het derde lid wordt, wordt voorgesteld de woorden "tijdens de maand" te vervangen door de woorden "in de loop van de maand".

.../...

Artikel 3

In het tweede lid dient het voornaamwoord "Zij" vervangen te worden door de woorden "Die bedragen".

Artikel 4

1. Er is geen reden om deze bepaling in paragrafen in te delen.

2. In de eerste twee leden behoort de juiste terminologie te worden gebruikt voor de verschillende soorten van afwezigheid, zoals deze blijkt uit de verschillende teksten die van toepassing zijn op de betrokken personeelsleden, bijvoorbeeld, "onderbreking van de beroepsloopbaan" (1), "politiek verlof van ambtswege" (2) en, wat betreft de arbeidscontractanten, "verlof om dwingende redenen" (3).

(1) Zie artikel 102, 11°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries.

(2) Zie artikel 2, 3°, van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten.

(3) Zie artikel 30bis van de wet van 3 juli 1978 en het koninklijk besluit van 11 oktober 1991 tot vaststelling van de nadere regelen voor de uitoefening van het recht op een verlof om dwingende redenen.

3. Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 4 Het personeelslid genoemd in artikel 27bis, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 houdende organiek reglement van de Koninklijke Munt van België, kan geen aanspraak maken op de in artikel 2, eerste lid, genoemde productiepremie voor de periode van het referentiejaar tijdens welke :

- 1° het nog niet in dienst is getreden of zijn ambt reeds heeft neergelegd;
- 2° het met verlof is voor verminderde prestaties, gewettigd door sociale of familiale redenen;
- 3° het afwezig is ... persoonlijke aangelegenheden;
- 4° het met halftijdse of voltijdse beroepsloopbaanonderbreking is;
- 5° het meer dan vijftien, al dan niet opeenvolgende werkdagen afwezig is wegens ziekte of gebrekkigheid, met uitzondering van afwezigheid wegens beroepsziekte, arbeidsongeval of ongeval op de weg van en naar het werk;
- 6° het gebruik maakt van het recht op halftijdse vervroegde uittreding of ... (voorts zoals in het ontwerp);

.../...

7° het met verlof is :

...

- e) voor het uitvoeren van bepaalde militaire opdrachten in vredestijd, van diensten bij de civiele bescherming of het verrichten van taken van openbaar nut, overeenkomstig de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;

8° het in non-activiteit is;

9° het in disponibiliteit is wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of wegens persoonlijke aangelegenheden;

10° het met facultatief politiek verlof is of met politiek verlof van ambtswege, voor het uitoefenen van een politiek mandaat of een functie die daarmee kan worden gelijkgesteld.".

4. Paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

"Het personeelslid bedoeld in artikel 27bis, 3°, van het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 houdende organiek reglement van de Koninklijke Munt van België, kan geen aanspraak maken op de productiepremie genoemd in artikel 2, eerste lid, voor de periode van het referentiejaar tijdens welke :

.../...

- 1° het nog niet in dienst is getreden of zijn ambt reeds heeft neergelegd;
- 2° het meer dan vijftien, al dan niet opeenvolgende werkdagen afwezig is wegens ziekte of ongeval, met uitzondering van afwezigheid wegens beroepsziekte, arbeidsongeval of ongeval op de weg van en naar het werk;
- 3° het afwezig is om dwingende redenen;
- 4° de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst geschorst is, zonder behoud van zijn bezoldiging, met uitzondering van afwezigheid wegens ziekte of zwangerschapsverlof;
- 5° het met facultatief politiek verlof is of met politiek verlof van ambtswege voor het uitoefenen van een politiek mandaat of een functie die daarmee kan worden gelijkgesteld."

De gemachtigde ambtenaar stemt ermee in paragraaf 3, die het derde lid wordt, als volgt te stellen :

"Het bedrag van de productiepremie genoemd in artikel 2, eerste lid, wordt op de volgende wijze berekend :

- 1° de werkdagen die vallen in de periodes genoemd in het eerste of het tweede lid, worden samengeteld;
- 2° het aantal werkdagen van het referentiejaar wordt in mindering gebracht van het in onderdeel 1° bedoelde totaal;

.../...

- 3° het bedrag van de productiepremie wordt vermenigvuldigd met de in 2° bedoelde uitkomst en gedeeld door het aantal werkdagen van het referentiejaar."

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in het opschrift "wijze van toekenning" in plaats van "toekenningsmodaliteiten"; in de aanhef, derde en vierde lid, "het akkoord van ... van ..." in plaats van "het akkoord van ... gegeven op", en in het voordracht-formulier "Op de voordracht van ..." in plaats van "Op voordracht van ...". In artikel 3, eerste lid, schrijve men "genoemde bedragen" in plaats van "bedoelde bedragen".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN